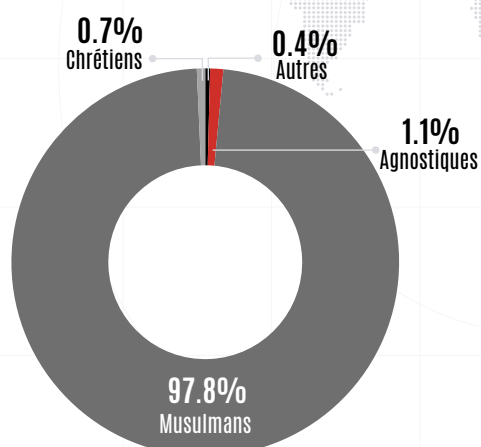


# TADJIKISTAN

## RELIGION



## LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

La Constitution du Tadjikistan reconnaît le droit à la liberté religieuse (article 26).<sup>1</sup> Toutefois, une loi de 2009 restreint la liberté de conscience en criminalisant les activités religieuses non enregistrées, l'instruction religieuse privée et le prosélytisme. C'est ainsi que le contexte juridique de la liberté religieuse s'est considérablement détérioré.<sup>2</sup>

Selon cette loi, un « statut spécial » est reconnu à l'école d'obédience hanafite, mais des limites spécifiques sont imposées en ce qui concerne le nombre, la taille et l'emplacement des mosquées. La législation donne également à l'État le pouvoir de nommer les imams et de contrôler le contenu des sermons, ainsi que de censurer les publications religieuses et la littérature religieuse importée.<sup>3</sup> D'autres obstacles juridiques à l'exercice de la liberté religieuse ont été introduits par une loi de 2011 sur la responsabilité parentale interdisant aux mineurs de moins de 18 ans de participer à des activités religieuses organisées, à l'exception des funérailles.<sup>4</sup>

En juillet 2019, la chambre haute du Parlement du Tadjikistan a modifié la loi sur le recensement, introduisant une question sur l'appartenance religieuse.<sup>5</sup>

En janvier 2020, à la suite d'amendements au code administratif, les sanctions pour la participation à des associations publiques ou religieuses illégales et pour leur financement ont été augmentées, les amendes ayant été multipliées par quatre pour les responsables religieux et par 14 pour les personnes participant à de telles activités.<sup>6</sup>

## INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

Les communautés chrétiennes traditionnelles opèrent sans trop d'ingérence de l'État. L'Église catholique compte environ 100 membres, dans deux paroisses, à Douchanbé et Qurğonteppa. En plus de la prise en charge pastorale, l'Église entreprend des projets par l'intermédiaire de Caritas dans le but d'aider les plus défavorisés.<sup>7</sup>

On ne peut en dire autant des communautés non traditionnelles, actives dans l'évangélisation et qui vivent sous la pression constante des autorités. C'est particulièrement vrai pour les Témoins de Jéhovah, qui ont été interdits en 2007. A Douchanbé et Khodjent, une quarantaine de membres de la communauté ont été placés en garde à vue entre octobre 2018 et mars 2019 et interrogés pendant près de 14 heures.<sup>8</sup>

Shamil Khakimov était l'un des Témoins de Jéhovah dé-

tenus à Khodjent. Après cinq mois de détention, l'homme de 68 ans a été reconnu coupable, en septembre 2019, d'incitation à la haine religieuse, sur la base d'une analyse des textes religieux trouvés dans son appartement. Il a été condamné à sept ans et demi de prison, ce qui a été confirmé en appel, dans une prison de sécurité maximale.<sup>9</sup>

Jovidon Bobojonov, un autre Témoin de Jéhovah, a été condamné à deux ans de prison en avril 2020 pour avoir refusé de faire son service militaire. En octobre 2019, il a été contraint de prêter un serment d'allégeance et, comme il refusait de porter un uniforme, il a été violemment frappé par d'autres soldats.<sup>10</sup>

Un contrôle strict de la distribution de la littérature religieuse a conduit à la confiscation de 5000 calendriers chrétiens en décembre 2018, saisis à l'aéroport international de Douchanbé puis brûlés parce qu'ils contenaient de la « propagande religieuse étrangère ». L'Église baptiste qui avait passé la commande a été condamnée à une amende de 4000 somoni (environ 300 euros, soit quatre mois de salaire moyen au Tadjikistan).<sup>11</sup> Entre août 2019 et janvier 2020, les dirigeants de quatre Églises protestantes ont été condamnés chacun à une amende de 7000 à 11.000 somoni (environ 500 à 800 euros), pour avoir tenté de faire traduire la Bible en tadjik contemporain.<sup>12</sup>

Le gouvernement a maintenu un contrôle strict sur le clergé musulman et les pratiques islamiques. Un décret publié par le Conseil des oulémas, interdisant aux femmes de prier dans les mosquées sunnites hanafites, continue d'être en vigueur. Environ 2.000 mosquées ont été fermées au cours des trois dernières années. En 2018, le gouvernement a fermé 56 mosquées à Isfara et 67 dans le district de Bobojon Ghafurov.<sup>13</sup> En 2019, la seule madrasa de la région de Khovalinsk a été transformée en école de musique<sup>14</sup> et la grande mosquée Nuri Islom de Khodjent est devenue un cinéma.<sup>15</sup>

Cependant, une commission, créée en février 2019 pour évaluer la réouverture éventuelle de mosquées, a indiqué que quelque 594 mosquées pourraient reprendre leurs activités, ce qui pourrait représenter une volte-face.<sup>16</sup>

Les hommes barbus et les femmes portant le hijab ont continué de soulever des soupçons. Bien que ces signes de dévotion islamique ne soient pas expressément interdits, ils restent fortement déconseillés. En janvier 2019, par exemple, certains fonctionnaires ont refusé de délivrer leurs passeports à des barbus qui en faisaient la demande.<sup>17</sup> En décembre, une musulmane, Nilufar Rajabo-

va, a été insultée et menacée parce qu'elle et 20 autres femmes portaient le hijab dans un poste de police de Douchanbé. Nilufar Rajabova a été condamnée à une amende de 56 dollars pour hooliganisme.<sup>18</sup>

Un certain nombre d'attentats terroristes majeurs, revendiqués ou liés au groupe Etat Islamique, comme le meurtre de quatre cyclistes étrangers et deux violentes émeutes en prison<sup>19</sup>, ont fourni au gouvernement davantage d'arguments pour justifier des actions coercitives à l'encontre de formes d'islam non autorisées par l'État, au nom de la sécurité nationale et de la lutte contre le terrorisme. Des dizaines de personnes ont été arrêtées entre 2018 et 2019, sur des soupçons de liens avec des groupes extrémistes, malgré des démentis indiquant que tout ce qu'elles faisaient était simplement d'être en désaccord avec la politique du Président.

S'exprimant devant le Parlement en mars 2020, le procureur en chef tadjik Yusuf Rahmon a déclaré que 154 présumés membres des Frères musulmans avaient été arrêtés au cours de l'année écoulée, dont une vingtaine de professeurs d'université.<sup>20</sup>

Au cours de la même période, des poursuites pénales ont été engagées contre 314 personnes soupçonnées d'être membres du groupe susmentionné.<sup>21</sup> En avril 2020, Daler Sharipov, journaliste qui critiquait fréquemment la politique du gouvernement en matière de droits de l'homme et de liberté religieuse, a été condamné à un an de prison pour incitation à la haine religieuse.<sup>22</sup>

## PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Le Tadjikistan, pays le plus pauvre d'Asie centrale, est dominé par le président Emomali Rahmon depuis 1992, dans un contexte d'absence générale de respect des libertés civiles, y compris religieuses. Depuis 2016, le Tadjikistan est désigné « pays particulièrement préoccupant », selon la Loi des États-Unis sur la liberté religieuse internationale.<sup>23</sup> Il n'y a pas lieu de s'attendre à ce que le respect de la liberté religieuse s'améliore à court terme pour les religions considérées comme « non traditionnelles », compte tenu du niveau actuel de contrôle exercé sur presque toutes les expressions de religiosité.

## NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

- 1 Tajikistan 1994 (rev. 2016), Constitute Project, [https://www.constituteproject.org/constitution/Tajikistan\\_2016?lang=en](https://www.constituteproject.org/constitution/Tajikistan_2016?lang=en)
- 2 Peter Roudik, Global Legal Monitor, 3 avril 2009, Library of Congress, [https://www.loc.gov/law/foreign-news/article/tajikistan-new-law-on-religious-organizations/#:~:text=3%2C%202009\)%%20On%20March%202026,of%20conscience%20and%20religious%20organizations.&text=Als-o%2C%20the%20law%20recognizes%20Hanafi,legal%20philosophy%20of%20the%20country](https://www.loc.gov/law/foreign-news/article/tajikistan-new-law-on-religious-organizations/#:~:text=3%2C%202009)%%20On%20March%202026,of%20conscience%20and%20religious%20organizations.&text=Als-o%2C%20the%20law%20recognizes%20Hanafi,legal%20philosophy%20of%20the%20country)
- 3 Office of International Religious Freedom, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/tajikistan/>
- 4 “Tajikistan,” 2020 Annual Report, United States Commission on International Religious Freedom (USCIRF) <https://www.uscifr.gov/sites/default/files/Tajikistan.pdf>
- 5 Asia Plus, 11 juillet 2019 <https://www.asiaplustj.info/en/news/tajikistan/power/20190711/tajik-parliament-approves-inclusion-of-question-on-religion-in-the-population-census-questionnaire>
- 6 Asia Plus, 17 janvier 2020, <https://www.asiaplustj.info/en/news/tajikistan/power/20200117/tajikistan-toughens-punishment-for-participation-in-illegal-public-associations>
- 7 Agenzia Fides, 28 juillet 2020, [http://www.fides.org/en/news/68446-ASIA\\_TAJIKISTAN\\_Covid\\_19\\_the\\_Church\\_offers\\_aid\\_to\\_the\\_homeless](http://www.fides.org/en/news/68446-ASIA_TAJIKISTAN_Covid_19_the_Church_offers_aid_to_the_homeless)
- 8 European Association of Jehovah’s Witnesses, Submission to the UN Human Rights Committee TAJIKISTAN, 28h mai 2019, 126th Session of the Human Rights Committee, 1-26 July 2019, [https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CCPR/Shared%20Documents/TJK/INT\\_CCPR\\_CSS\\_TJK\\_35031\\_E.docx](https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CCPR/Shared%20Documents/TJK/INT_CCPR_CSS_TJK_35031_E.docx)
- 9 Mushfig Bayram and Felix Corley, “TAJIKISTAN: Muslim faces 18-year charges, Jehovah’s Witness prisoner denied Bible, pastor freed,” Forum 18, 19 décembre 2019, [http://www.forum18.org/archive.php?article\\_id=2530](http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2530)
- 10 Mushfig Bayram, “TAJIKISTAN: Impunity for torturers continues,” Forum 18, 1er juillet 2020, [http://www.forum18.org/archive.php?article\\_id=2582](http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2582)
- 11 Radio Free Europe/Radio Liberty, 14 février 2019, <https://www.rferl.org/a/customs-officials-burn-5-000-baptist-christian-calendars-in-tajikistan/29769755.html>
- 12 Mushfig Bayram, “TAJIKISTAN: Fines, torture for hijab-wearing, fines for Bible translation,” Forum 18, 9 mars 2020, [http://www.forum18.org/archive.php?article\\_id=2553](http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2553)
- 13 Office of International Religious Freedom, op. cit.
- 14 USCIRF, op. cit.
- 15 Eurasianet, 28 janvier 2020, <https://eurasianet.org/as-tajikistans-muslims-feel-more-heat-mosque-turned-into-cinema>
- 16 Asia Plus, 24 juillet 2019, <https://www.asiaplustj.info/en/news/tajikistan/society/20190724/tajikistan-plans-to-reopen-594-mosques-that-had-been-closed-down-in-the-previous-years-sys-cra-head>
- 17 Mirzonabi Holikzod, Amriddin Olimov, and Pete Baumgartner, Radio Free Europe/Radio Liberty, 11 janvier 2019, <https://www.rferl.org/a/no-country-for-bearded-young-men-only-well-groomed-tajiks-getting-passports/29705257.html>
- 18 Farangis Najibullah, Radio Free Europe/Radio Liberty, 18 décembre 2019, <https://www.rferl.org/a/tajik-woman-police-detained-threatened-islamic-head-scarf-in-anti-hijab-raid/30332633.html>
- 19 United Nations Human Rights Committee, 22 août 2019, <http://docstore.ohchr.org/SelfServices/FilesHandler.ashx?enc=6QkG1d%2FPPRi-CAqhKb7yhstnmpISeIbm%2BRnl3Df%2BMS62Ddwef9ujHXzqtW1VP52gDwO3l661HhKqCb3C3u87Jw5fDvDBXj1NpwbYXwRMjDejcMmT3Hl6r7k-BZW%2FSIBEMt>
- 20 Asia Plus, 19 mars 2020, <https://www.asiaplustj.info/en/news/tajikistan/laworder/20200319/314-muslim-brotherhood-suspects-discovered-in-tajikistan-this-year-so-far-says-tajik-chief-prosecutor>
- 21 Ibid.

22 Reuters, 16 avril 2020, <https://www.reuters.com/article/us-tajikistan-islamist/tajik-reporter-jailed-for-quoting-muslim-brotherhood-leaders-idUSKCN21Y2I3>

23 Office of International Religious Freedom, op. cit.